

► BOURSES : UN MOIS DE JANVIER HAUSSIER

On a assisté à un démarrage en force de l'année 2018 sur les marchés boursiers. Le mois de janvier a été marqué par la continuité de la hausse des principaux indices, dans un contexte de bonne visibilité concernant les perspectives économiques.

Si les performances ne sont pas exceptionnelles en Europe, elles ont été imposantes aux États-Unis. Le Dow Jones termine le mois de janvier sur un gain de près de 6%, le S&P 500 a pris 5,5% et le Nasdaq +7,4%.

Les chiffres sont là et ils sont indiscutables. La croissance du PIB américain se maintient non loin des 3%, la confiance du consommateur américain reste solide et le chômage a atteint des niveaux historiquement bas. L'économie américaine a créé 200.000 emplois le mois dernier et on commence même à assister à une remontée des salaires.

Les entreprises américaines, de leur côté, ne se sont rarement aussi bien portées et le marché a salué le bon démarrage de la saison des résultats trimestriels, qui ressortent jusqu'ici, à plus de 11% au-dessus des attentes. La baisse du dollar (-3% depuis le 1er janvier et -15% en 2017 face à l'euro) est salutaire pour les grandes multinationales américaines qui y trouvent un avantage compétitif évident.

En outre, la réforme fiscale qui va progressivement se mettre en place entraînera inmanquablement des révisions de perspectives à la hausse pour les sociétés américaines, pour 2018 et 2019.

En Europe, les bourses européennes affichent également de belles variations en janvier : +3,2% pour le CAC 40, +3% pour l'EuroStoxx et +2,1% pour le Dax.

Les investisseurs sont confiants concernant l'environnement économique européen et les derniers chiffres macro-économiques sont sans équivoque : la zone euro affiche un taux de croissance de 2.5%, son niveau d'avant la crise de 2008. La production industrielle en zone euro est également ressortie en hausse et la confiance des ménages et des entreprises est au plus haut depuis 17 ans ! Côté politique, l'horizon se dégage en Allemagne ou un accord entre les principaux partis, le SPD et la CDU a été conclu.

Du côté des publications trimestrielles, la salve des premiers résultats des entreprises est certes plutôt positive mais la vigueur de l'euro reste une source d'incertitude. La devise européenne s'est fortement appréciée et pourrait, à terme, devenir un handicap pour les entreprises exportatrices européennes... Et pour Mario Draghi qui doit opérer "un numéro d'équilibriste" pour ne pas faire grimper l'euro encore plus, alors qu'il doit initier dans les prochains mois un durcissement de sa politique monétaire.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000324 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 23, rue d'Anjou 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

► TENSION SUR LES TAUX

On assiste depuis quelques jours à un début de stress des investisseurs sur les taux d'intérêt. Le taux à 10 ans américain, qui est le taux de référence dans le monde, est passé au-dessus de 2.80%, alors qu'il oscillait autour de 2,4 % en début d'année. Le différentiel ne paraît pas extravagant, mais sur les marchés qui déplacent des sommes astronomiques, c'est une vraie alerte. La question qui se pose est de savoir jusqu'où ces taux peuvent s'envoler ? On estime que jusqu'à 3%, voire 3,5% ça reste supportable pour les marchés.

D'où vient cette tension soudaine ? En premier lieu des anticipations de resserrement monétaire des grandes banques centrales. Avec le retour de la croissance dans le monde, les politiques monétaires ultra-généreuses sont devenues de plus en plus difficiles à justifier. Or, les bonnes statistiques aux États-Unis ont récemment alimenté la spéculation d'un resserrement monétaire de la Fed plus rapide que ce qui était prévu.

Dans ce contexte, la publication d'un rapport sur l'emploi américain de bonne facture n'a guère rassuré, quant à l'accélération potentielle du rythme des hausses des taux directeurs.

Mais le déclencheur le plus évident de cette soudaine tension sur les taux a été indéniablement la hausse des salaires, qui a été enregistrée aux États-Unis le mois dernier. Fait étonnant, voilà plusieurs années que le chômage américain baisse mais que paradoxalement les salaires ne montaient pas. Seulement voilà, comme les offres d'emploi sont en hausse et que les choix sont plus larges pour ceux qui travaillent, les entreprises ont de plus en plus de mal à recruter des personnes à bas salaires et doivent donc remonter les rémunérations.

Et qui dit hausse des salaires, dit impact sur l'inflation et donc sur les taux d'intérêt. C'est ce qui a entraîné ce soudain excès de volatilité, qui a pesé sur les indices boursiers. Si le mois de janvier a été positif pour les bourses, début février elles marquent le pas.

► FED : YELLEN PASSE LE FLAMBEAU

Le dernier communiqué de la Fed a été sans surprise. La Réserve fédérale américaine, qui avait déjà relevé ses taux d'un quart de point en décembre, a laissé ses taux inchangés ce mois-ci (soit entre 1,25% et 1,50%).

Malgré tout, elle a adopté un ton plus offensif en se montrant plus confiante et optimiste sur l'environnement économique, ce qui lui a permis de relever ses prévisions d'inflation. La Fed s'attend, en effet, à ce que l'inflation remonte cette année pour se stabiliser à moyen terme autour de la cible de 2%.

Un ton qui semble justifier les trois hausses de taux attendues cette année par les marchés. Le fait que les États-Unis confirment mois après mois leur bonne santé économique pourrait, d'ailleurs, inciter la Fed à accélérer ce resserrement.

Par ailleurs, le terme du mandat de la présidente de la Fed s'est terminé le 3 février. Janet Yellen passe désormais le flambeau à Jerome Powell, perçu comme le candidat de la continuité.

Le bilan de Yellen, malgré certaines critiques, a été salué par ses pairs. Grâce à sa politique de taux bas, Janet Yellen laisse une économie américaine en bonne forme, avec un chômage

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000324 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 23, rue d'Anjou 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

au plus bas depuis l'an 2000 et l'absence de tensions inflationnistes. Bref, elle a parfaitement rempli le double mandat de la Fed, qui est de viser le plein-emploi et la stabilité des prix.

De plus, elle a su piloter en douceur le retour à une politique monétaire plus normalisée, sans provoquer de chocs sur les marchés financiers. Ce qui est une prouesse.

► LE DILEMME DE LA BCE

Le changement de cap de la BCE s'avère compliqué à mettre en place. Même si la BCE avait prévenu de sa volonté de durcir le ton quant à un futur resserrement monétaire, elle a décidé la semaine dernière de ne rien changer pour l'instant. Mario Draghi a déclaré que la Banque centrale européenne garderait son approche accommodante, tant que l'inflation ne sera pas remontée de façon plus convaincante.

Or, l'inflation a ralenti en janvier dans la zone euro (1,3%, contre 1,4% en décembre). Et ce, malgré la hausse des prix du pétrole. Les anticipations d'inflation, quant à elles, même si elles se sont légèrement redressées restent encore assez faibles. Ce qui justifie la prudence de la BCE.

De plus, la hausse de l'euro vient compliquer les choses et pourrait contrecarrer les plans de la BCE. D'abord, parce que la hausse de sa monnaie réduit la compétitivité des exportations de la zone euro et pèse donc potentiellement sur la croissance, or la BCE ne veut pas risquer de mettre en danger la reprise en zone euro. D'autre part, l'autre effet pernicieux de l'appréciation de l'euro est qu'en réduisant les coûts des produits importés, cela fait aussi baisser les prix. Ce qui est clairement problématique pour la BCE, qui tente péniblement de ramener l'inflation à un niveau proche de 2 %.

La force de la devise européenne contrecarre d'autant plus les plans de la BCE que cette dernière aimerait progressivement réduire son soutien monétaire à la zone euro. Mais comment procéder à ce resserrement sans faire flamber encore plus l'euro ? C'est tout l'enjeu de la BCE les prochains mois.

► LES DIRIGEANTS RÉUNIS À DAVOS

L'édition 2018 du sommet annuel du World Economic Forum à Davos s'est achevée. Que retenir de ce sommet qui rassemblant 70 chefs d'État et plus de 3 000 décideurs ?

L'ambiance était globalement positive dans un contexte de croissance mondiale généralisée. Toutefois, les mouvements sur les marchés des changes, ont été un sujet qui a largement été discuté.

Des déclarations américaines ont notamment semé le trouble. A Davos, le secrétaire au Trésor US, Steven Mnuchin, et le secrétaire du Commerce ont alimenté, dans leurs déclarations, le thème de la guerre commerciale. Le secrétaire au Trésor américain a notamment déclaré qu'un dollar faible était clairement dans l'intérêt de l'économie américaine. Même si le lendemain Trump a tenté d'invalider ses propos, le sujet de la guerre des changes était déjà dans tous les esprits.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000324 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 23, rue d'Anjou 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Durant ce forum deux dirigeants se sont démarqués : Macron versus Trump, deux visions du monde à Davos.

Macron qui a entamé une opération de séduction pour redorer le blason de la France sur le plan du business. Le président français a tenté de capitaliser sur l'amélioration de l'image du pays, notamment auprès des investisseurs américains.

Trump de son côté a tenté de rassurer sur ses velléités protectionnistes, en déclarant que son programme «America first» ne signifiait pas pour autant l'isolement des États-Unis sur la scène internationale. A ce propos, il a d'ailleurs annoncé vouloir reprendre des discussions commerciales avec des pays à qui il avait jusqu'ici tourné le dos.

► SHUTDOWN : RISQUE RÉEL ?

Le « shutdown » est presque devenu un classique de la vie politique américaine. Le mot anglais « shutdown » signifie fermeture. Concrètement, c'est une mesure de cessation qui se produit quand les républicains et les démocrates américains ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le vote du budget. Dans ce cas précis, les sénateurs et les représentants du Congrès peuvent priver le gouvernement des moyens financiers nécessaires à son action politique. Les fonctionnaires jugés « non essentiels » sont mis au chômage technique pendant quelques jours. Généralement, cette paralysie dure trois ou quatre jours.

C'est ce qui est arrivé alors que la Chambre des représentants avait adopté une proposition de loi visant à prolonger le financement du gouvernement fédéral jusqu'au 16 février, le Sénat a voté contre. De ce fait, pour la première fois depuis 2013, le gouvernement fédéral a dû fermer certaines institutions publiques à travers le pays et a dû suspendre le versement des salaires des fonctionnaires.

Trump a rendu les démocrates responsables de cette situation. Il les accuse d'en avoir profité pour négocier la réforme de l'immigration, condition *sine qua non* posée par les démocrates pour voter le prolongement des financements fédéraux.

Le congrès a, provisoirement, mis fin au « shutdown » en votant un texte permettant le financement de l'état fédéral jusqu'au 8 février, mais le bras de fer avec les démocrates est loin d'être terminé.

L'impact du « shutdown » sur la tendance est pourtant resté relativement limité. Les investisseurs font le pari que tout sera fait pour éviter une nouvelle paralysie.

► EURO vs/ DOLLAR : GUERRE DES CHANGES ?

Sur le marché des devises, le renforcement de l'euro face au dollar s'est poursuivi en janvier. Après une hausse de 15% en 2017, l'euro a déjà pris +3,5% en janvier, à 1,245\$.

Ce mouvement de repli a conduit certains membres de la BCE à s'inquiéter ouvertement ces derniers jours de l'envolée de l'euro, espérant que le discours de Draghi infléchirait la tendance haussière de la devise européenne.

Mais les marchés ont été déçus par la réaction de Mario Draghi. Il n'a finalement pas apporté de réponse claire à cette hausse de l'euro et a simplement indiqué que « la volatilité récente du taux de change constitue une source d'incertitudes, qui doit être surveillée ». L'absence de réponse forte de la BCE a clairement déçu les investisseurs. D'autant que cette confiance affichée de Mario Draghi a participé à soutenir encore un peu plus la devise européenne.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000324 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 23, rue d'Anjou 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

En réalité, même si pour l'instant le patron de la BCE a tenté de dédramatiser le sujet, la hausse de l'euro est un caillou dans la chaussure de Draghi. Au vu de la reprise économique qui s'installe en zone euro et des indicateurs toujours plus favorables, la BCE n'aura pas d'autre choix que de mener une politique moins laxiste. Or tout commencement de resserrement monétaire, ou du moins tout discours allant dans ce sens, verra l'euro s'apprécier encore plus.

Même si la hausse de l'euro est au fond plutôt une bonne nouvelle, car elle montre un vote de confiance des investisseurs et un plébiscite pour la zone euro qui est redevenue une zone attractive.

De son côté, l'absence de réactivité du dollar soulève des questions. En dépit de la force de la conjoncture américaine, le dollar recule depuis un an face à toutes les devises.

La baisse de la devise américaine est d'autant plus déconcertante que les taux longs ont progressé aux États-Unis. Mais pour l'instant le dollar ne profite pas de ces perspectives de hausses de taux, ni de l'impact ultra-positif de la réforme fiscale, ce qui est illogique et fait craindre une réelle volonté des États-Unis d'affaiblir leur monnaie, c'est pourquoi on reparle de « guerre des monnaies ».

Le secrétaire du Trésor américain a déclaré à Davos que la baisse du dollar était une bonne nouvelle. Et c'est une déclaration très importante. Elle n'est pas accidentelle, les mots sont très importants dans le monde des changes et ne sont jamais laissés au hasard.

Rappelons que Trump au début de son mandat, trouvait le dollar trop fort et souhaitait le voir baisser. C'est chose faite, depuis le début de sa présidence, le dollar a baissé de plus de 18% ! C'est ce qu'on appelle une dévaluation. Une stratégie clairement délibérée et qui porte ses fruits, car c'est un formidable coup de pouce pour les entreprises américaines. Trump ne cesse de le claironner, il veut redonner le maximum de compétitivité aux entreprises américaines.

Donc oui dans ce contexte on peut à nouveau parler de « guerre des changes ». Les États-Unis, sous la direction de Trump, sont partis dans une sorte de croisade pour retrouver leur compétitivité.

► CHINE : UN DIAGNOSTIC POSITIF

Les bonnes nouvelles économiques en provenance de Chine ont contribué à l'enthousiasme des investisseurs.

Globalement, la Chine continue à tirer l'économie mondiale. Elle a vu son PIB progresser de 6,9 % (après 6,7 % en 2016). Ce qui dépasse largement l'objectif officiel, d'environ 6,5 %, que s'était fixé le gouvernement chinois.

Les autorités chinoises ont démontré leur capacité à piloter l'économie et à contrôler les risques. L'économie chinoise est en mutation : le président Xi Jinping dit désormais viser une « croissance de haute qualité ». Certes, un peu plus faible, mais plus saine, avec une meilleure maîtrise des risques, notamment financiers. Un exercice périlleux tant l'économie est dopée au crédit.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000324 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 23, rue d'Anjou 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Les réformes mises en œuvre dans le secteur bancaire pour contenir les risques liés à la montée de l'endettement, fixant des ratios de solvabilité plus exigeants pour le système bancaire, ont logiquement freiné la croissance, mais elles ont aussi permis de réduire le risque systémique.

► PÉTROLE : 70\$

La hausse des prix du baril s'est poursuivie en janvier avec une accélération de +3 % pour le Brent à 69\$ et de +7% pour le WTI (baril léger américain) qui culminait fin janvier aux environs de 65\$.

Les cours du baril continuent à profiter des efforts, menés depuis plus d'un an, par les pays de l'Opep et les grands producteurs mondiaux, dont la Russie, pour encadrer l'offre mondiale.

Une coordination concertée qui a permis de mettre en place des quotas de production, destinés à réduire la production mondiale de pétrole. Cette baisse de la production a enclenché un mouvement qui a permis d'épurer les gigantesques stocks de pétrole accumulés depuis 2014, et de fait, de rééquilibrer les prix.

La véritable surprise pour les investisseurs est que ces accords, que l'on annonçait à l'époque fragiles, se sont révélés stables. Ces pays se sont tenus à leurs engagements et ont montré une grande discipline, alors qu'à l'époque les tricheries étaient courantes.

Cela a permis de compenser la forte hausse de la production de brut aux États-Unis qui est passée au-dessus de la barre des 10 millions de barils par jour.

Toutefois la nouveauté, c'est qu'on perçoit une certaine prudence du côté de la production américaine de schiste. Si la hausse récente du WTI au-dessus des 60 dollars devrait inciter les producteurs américains à reprendre l'activité, les producteurs américains souhaiteraient éviter, cette fois, l'effet contre-productif d'une production trop débridée. Une trop forte hausse de la production US pourrait en effet diminuer l'impact des mesures de l'Opep et donc faire à nouveau baisser les prix. Or, ces producteurs de schiste ont beaucoup investi et sont fortement endettés. Ils n'ont donc pas intérêt à trop inonder le marché et provoquer une rechute des prix du baril, à un moment où les taux américains sont en train de remonter.

La faiblesse du dollar a également été un des éléments favorables aux matières premières, en ce début d'année (les prix du pétrole étant cotés en dollar).

Le sentiment reste donc positif sur le marché du pétrole. D'autant plus que des prévisions de croissance mondiale, révisées encore à la hausse pour 2018, laissent supposer une hausse de la demande. Ce qui est un vrai soutien pour le pétrole ! La demande augmente grâce à la croissance et l'offre se réduit grâce aux accords de l'Opep.

Mais comme on l'a déjà évoqué plusieurs fois : avec la chute du pétrole, il y a trois ans, les groupes pétroliers ont très peu investi dans le développement de nouveaux champs et cela va finir par se ressentir. Les découvertes de nouveaux puits sont donc au plus bas depuis 70 ans et à terme l'offre devrait commencer à se tarir, quand bien même les producteurs de schiste augmenteraient leur production. Dans cette perspective, difficile d'imaginer une nouvelle chute des prix du pétrole.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000324 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 23, rue d'Anjou 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

► OR : EN HAUSSE

Sur marché des métaux précieux, l'or termine le mois de janvier avec une variation positive de + de 3%, à 1345\$. Le métal fin continue à profiter de la faiblesse du dollar et à fluctuer en conséquence. Le billet vert est en effet la principale devise de référence pour l'or, ce qui influence mécaniquement son prix.

L'once à également tiré profit des doutes autour du « shutdown », ainsi que des inquiétudes quant à une correction des marchés boursiers. Des éléments « stressful » qui lui ont redonné un intérêt en tant que valeur refuge.

► CONCLUSION

En ce début d'année, les marchés continuent à se placer sous des auspices favorables. Les bourses ont bien performé et la bonne tenue de l'économie mondiale se confirme mois après mois. Du côté des entreprises, les estimations de croissance des bénéfices pour 2018, tant aux États-Unis qu'en Europe, semblent prometteuses.

Pourtant, après ce début d'année porteur, la tendance jusque-là haussière a laissé place début février à un mouvement de consolidation. Depuis quelques jours, les taux se tendent aux États-Unis, au-dessus de 2.8 % sur le 10 ans et cette hausse se propage dans le reste de l'Europe.

C'est la Réserve fédérale américaine qui a provoqué ce récent bond des taux, en anticipant un retour de l'inflation. Or, une progression plus rapide que prévu de l'inflation aux États-Unis pourrait amener la Fed être plus agressive dans son resserrement monétaire et à agir plus vite, ce qui représente un risque pour les marchés. Elle a déjà laissé entendre qu'elle procéderait à une nouvelle hausse des taux dès sa réunion de mars.

La hausse des taux sera le grand sujet de 2018. Leur progression finira tôt ou tard par devenir problématique, mais pour l'instant il reste encore de la marge : 3,5% semble être le taux critique au-dessus duquel les taux commenceraient à peser sur la croissance et les marchés.

Une accélération trop rapide de la courbe des taux pourrait être préjudiciable si le contexte macro-économique se dégrade et cela risquerait de tuer dans l'œuf la reprise économique mondiale.

D'ores et déjà, les États, qui s'étaient habitués à se financer quasi gratuitement et même à taux négatifs vont voir la charge de leur dette s'accroître progressivement.

Pour autant, même si une certaine nervosité se fait ressentir, la hausse des taux est pour l'instant vécue comme un signe de bonne santé de l'économie. Si plusieurs voix s'élèvent désormais pour annoncer une phase de correction, il ne faut pas sous-estimer les fondamentaux macro-économiques et les entreprises qui sont encore très solides.

Le marché haussier ne cédera pas la place à un marché baissier aussi facilement, tout au plus à une phase de consolidation et si les taux devaient s'emballer, une petite correction serait de toute façon saine et bienvenue, au vu des valorisations actuelles.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000324 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 23, rue d'Anjou 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

La faiblesse des taux avait, il est vrai, anesthésié la volatilité. Avec des taux qui regagnent maintenant du terrain, il faut désormais s'attendre à plus de remous.

Les banques centrales, pour éviter tout emballement qui pourrait déstabiliser la reprise généralisée de la croissance, devront encore manier la politique monétaire avec le plus grand doigté. En particulier le nouveau président de la Fed, Jerome Powell.

La tâche sera également ardue pour la BCE, la flambée de l'euro venant perturber le projet d'une sortie prudente de plusieurs années de soutien monétaire. Quoi qu'il arrive, la remontée des anticipations d'inflation devrait, à un moment donné, conduire la BCE à modifier progressivement son discours, mais certainement pas à prendre les marchés de court en remontant les taux dès cette année, au vu de la sensibilité sur la paire euro-dollar, qu'il faudra surveiller comme le lait sur le feu.

Hervé UZAN
Hets-Capital

Ce document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital., mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000324 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 23, rue d'Anjou 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E